

Paul Klein

**Vers des armées post-nationales?**

\* \* \*

**Das Ende der Nationalarmee?**

---

Vortrag, gehalten beim Seminar  
„Les problèmes militaires en Europe“  
in Futuroscope/Poitiers

03. - 05. 04. 1997

## **Vers des armées post-nationales?**

Des siècles durant, les forces armées furent considérées comme l'incarnation d'une souveraineté nationale, et elles se présentèrent comme garantes de l'indépendance de l'État. Les soldats étaient subordonnés à un commandement supérieur national, ayant prêté serment à leurs pays, ils risquaient leur vie pour la patrie.

La liaison étroite entre l'État national d'un côté et les forces armées de l'autre se relâcha en Europe après la Seconde Guerre Mondiale, cela parce que la plupart des États se rallièrent à un système d'alliance et transfèrent donc des parties de leur autonomie vers cette alliance. À l'Ouest, en particulier la Bundeswehr allemande ne fut jamais une force armée capable de satisfaire, par ses propres moyens, toutes les exigences militaires, mais elle était au contraire, en tant qu'armée au sein d'une alliance, toujours à la merci de la coopération avec des partenaires. Cette coopération ne s'effectuait jadis souvent que sur le plan des états-majors, sans toucher donc aux particularités et dispositions nationales dans la troupe. Mais cela a changé depuis quelques années. De plus en plus, des unités nationales sont intégrées au sein de grandes unités binationales ou même multinationales. Ce fait est accompagné d'exigences nouvelles, mais en même temps de problèmes jadis inconnus.

### **La multinationalité comme nouvel élément de la politique de défense**

On parle, dans des documents officiels et officieux de l'OTAN, de plus en plus souvent d'une multinationalité des forces armées ainsi que de corps multinationaux. Comme il est écrit dans la déclaration des chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance donnée à Londres, le 6 juillet 1990: „L'Alliance s'étayera de plus en plus sur des corps multinationaux.“ Le ministre de la Défense allemand, Volker Rühle, écrivit, en 1993, dans „Europäische Sicherheit“: „Il nous faudrait créer des forces militaires multinationales qui pourraient être établies, en tant que pierres fondatrices pour la défense européenne, soit pour la coopération avec de nouveaux États-membres, soit même avec des États non-membres.“<sup>1</sup>

Et il est écrit, dans la déclaration donnée par les ministres de l'Extérieure de l'U.E.O. an Petersberg, le 19 juin 1992: „Les unités militaires se composeront de forces armées des États-membres de l'U.E.O., y compris les forces armées chargées de tâches par l'OTAN (ce dernier cas échéant, une consultation préalable de l'OTAN est exigée), elles seront organisées de manière multinationale, et comprendront des unités de toutes les armes ...“.<sup>2</sup>

A l'heure actuelle, on trouve l'intégration la plus avancée au sein de grandes formations binationales ou multinationales en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale. La Belgique a intégré la plupart de son armée de terre au Corps Européen, et elle participe en outre à l'ACE Rapid Reaction Corps (ARRC). Presque toute l'armée des Pays-Bas est subordonnée au Corps Germano-Néerlandais à Münster. En plus, les Néerlandais participent à la Division Multinationale (MND (C)), et ils sont en coopération étroite avec la Grande-Bretagne sur le plan des forces amphibies.

En considérant la coordination et la subordination d'unités et formations militaires allemandes au regard des grandes formations et autorités de commandement supérieures, on constate que seule une minorité des soldats de la République Fédérale d'Allemagne (à savoir le 4e corps à Potsdam) reste soumise au commandement national.

Quant à la participation allemande, il y a à l'heure actuelle un Corps Germano-Américain et un Corps Américano-Allemand. Le Corps Européen dont le siège est à Strasbourg est fondé sur la participation de la France, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Allemagne et du Luxembourg, et la Brigade Franco-Allemande en faisant partie existe déjà depuis des années. Le Corps Germano-Néerlandais a été mis en service à la fin du mois d'août 1995. Au nord de l'Allemagne, les Allemands et les Danois sont en coopération au sein du Corps germano-danois „Landjut“.

Les états-majors multinationaux ne représentent rien de nouveau. Avec une participation allemande, il y en a dans l'OTAN depuis plus de 30 ans sous différentes formes. L'ACE Mobile Force (souvent surnommée 'les pompiers de l'OTAN') a presque le même âge. L'Allemagne participe également à l'ACE Rapid Reaction Corps comprenant, à l'heure actuelle, dix divisions provenant de dix pays. Dans la marine, il y a sur le

plan

multinational les unités permanentes d'intervention, et pour les forces aériennes ce sont les forces de la défense aérienne intégrée ainsi que les Reaction Forces (Air). Mais au-delà, l'énumération des éléments multinationaux au sein de l'OTAN est loin d'être terminée. Il faut y ajouter que la plupart des armées européennes sont en coopération dans le cadre de missions sous le commandement de l'ONU ou de l'OTAN (comme SFOR, à l'heure actuelle). En décembre 1996, six États européens (le Danemark, l'Autriche, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Pologne) et le Canada ont signé un accord concernant la création d'une troupe multinationale d'intervention rapide pour des opérations de l'ONU. Elle comprendra 4.000 soldats, sera subordonnée au Conseil de sécurité des Nations Unies, et devra être opérationnelle en 1999. La centrale et le commandement supérieur incomberont d'abord aux Danois.<sup>3</sup>

La France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne se sont également accordés sur une troupe commune d'intervention, „Eurofor“. Elle aura son Q.G. à Florence et pourra mobiliser, selon les besoins, jusqu'à 10.000 soldats. A titre officiel, l'établissement de cette troupe a commencé le 10 novembre 1996, à Florence, par une cérémonie solennelle à laquelle les quatre ministres de la Défense prirent part. L'Eurofor devra être opérationnelle dès la fin de l'année 1997.

On dit souvent que l'interopérabilité d'unités multinationales est la condition essentielle de leur fonctionnement et de leur efficacité. On y entend surtout la standardisation d'armes et d'appareils, l'établissement de normes homogènes pour les biens de ravitaillement, et la coordination des systèmes de commandement.

Mais les forces armées ne sont pas seulement faites d'armes et d'appareils, mais encore de soldats. Ces derniers doivent coopérer entre eux, malgré toutes les différences de nationalité, langue maternelle, us et coutumes. Et c'est justement dans ce domaine que, le cas échéant, s'élèvent des problèmes et des difficultés beaucoup plus difficile à aplanir que, à titre d'exemple, la compatibilité insuffisante des systèmes d'informatique ou des moyens de télécommunication.

## **Formes de la coopération**

Le mode de coopération au sein de contingents militaires multinationaux s'étend de la coopération entre unités ou formations purement nationales jusqu'au mélange de soldats provenant de différents pays même dans l'unité la plus petite, cette dernière méthode étant appliquée, à l'heure actuelle, dans la compagnie du quartier général et dans le bataillon de ravitaillement de la Brigade Franco-Allemande.

Quant à la première manière, c'est-à-dire juxtaposer des unités nationales pour ainsi créer une grande formation, ou bien même la coopération de corps ou d'armées provenant de différents pays - voilà la forme classique de l'interaction de forces armées alliées.

On y trouve des contacts directs et réguliers entre des soldats des nations concernées seulement sur le plan des états-majors, des détachements de liaison ou, tout au plus, en cas d'approvisionnement et ravitaillement centralisés, dans le domaine de la logistique. Dans la troupe, les soldats des pays participants restent entre eux, en règle générale. Les contacts entre partenaires sont très rares ou même n'existent pas. On ne touche pas aux systèmes et particularités nationaux, il n'y a donc pas de besoin de les coordonner. Pour ce type de coopération, on peut probablement trouver des difficultés sur le plan socio-psychologique sous la forme de préjugés nationaux, par exemple si les soldats d'une certaine nation sont estimés traditionnellement peu combattifs, ou si l'on a, par expérience, le sentiment que l'on ne puisse pas compter sur les forces armées de tel ou tel pays, celles-ci constituant donc un risque pour leur propre sécurité. L'histoire militaire en connaît des exemples, mais on le relate même à présent dans le cadre des missions internationales des Nations Unies.<sup>4</sup>

Mais de telles attitudes et appréhensions n'ont que peu d'effet sur le soldat individuel, puisqu'il vit surtout dans sa propre unité nationale et compte donc en première ligne sur ses camarades qu'il connaît.

Dans les états-majors intégrés, par contre, se rencontrent des spécialistes provenant de différentes nations. Ces spécialistes ont subi une formation particulière orientée vers

leurs tâches, ils ne sont guère gênés par des difficultés concernant la langue, et ils apprennent surtout très vite qu'un „team-work“ multinational ne peut fonctionner que dans le cas où chacun y apporte sa contribution.

Bien sûr, des querelles et des difficultés peuvent s'élever même dans un tel cas, par exemple si la législation douanière donne une préférence exclusive aux ressortissants de telle ou telle nation, ou bien lorsqu'il y a, à cause de tâches supplémentaires sur le plan national, un déséquilibre dans la repartition du travail. Mais de manière globale, ces difficultés ne devraient pas dépasser le niveau des problèmes se présentant au sein d'états-majors purement nationaux où des rivalités, des jalousies et un certain déséquilibre du travail ne peuvent également pas être exclus.

Mais que faire lorsque l'on ne se contente pas de mettre une unité nationale à côté de l'autre, si l'on veut donc encourager le dialogue entre les ressortissants de plusieurs nations, augmenter les contacts entre les soldats, améliorer leur compréhension mutuelle, et réduire les préjugés? La seule solution est donnée par la création de contingents mixtes, binationaux ou multinationaux, déjà au niveau des bataillons/régiments, et même des compagnies.

En première vue, on dirait qu'un tel projet est facile à réaliser sur le plan de l'organisation. Mais les problèmes résultent de détails. En Europe et dans ses armées se rencontrent pourtant des soldats ayant à peu près le même niveau de vie, provenant de la même civilisation et partageant des coutumes qui se ressemblent. Dans le cas contraire - par exemple dans le cadre de missions de l'ONU où se rencontrent, au niveau des points inférieurs de commandement, des soldats dont les conceptions de la vie et les origines sont tout à fait différentes - les problèmes vont encore augmenter. Les différences culturelles n'y constituent pas seulement la source de malentendus et de problèmes de communication entre certains contingents particuliers, mais encore elles sont assez souvent la cause de corruption, de trafic de stupéfiants et d'un marché noir.<sup>5</sup>

### **Passé et présent d'unités multinationales**

Les unités militaires dont les adhérents proviennent de plusieurs nationalités ne représentent rien de nouveau dans l'histoire. Dans la monarchie danubienne austro-hongroise, il y avait des unités où l'on parlait cinq langues (et même plus), l'armée soviétique se composait d'un mélange polynational, et il y avait, pendant la Seconde Guerre Mondiale, quelques grandes formations de la Waffen-SS de composition multinationale. Jusqu'à présent, la Légion étrangère de la France réunit sous ses armes des soldats de plusieurs pays, et pendant la Guerre Civile Espagnole il y avait des brigades internationales dont les bataillons étaient multinationaux. (Pour y citer le 9<sup>e</sup> bataillon de la XIV<sup>e</sup> Brigade Internationale dont les adhérents provenaient de neuf nations, et le bataillon „Tchapaïev“ de la XIII<sup>e</sup> Brigade réunissait même des volontaires de 21 pays.)<sup>6</sup> Il est vrai que, pour tous ces exemples il s'agit de forces armées d'un État ou d'un parti dans une guerre civile subordonnées au commandement supérieur commun. Par contre, la Brigade Franco-Allemande, Le Corps Européen et le Corps Germano-Néerlandais représentent quelque chose d'essentiellement nouveau puisque ces formations font partie intégrante de toutes les armées concernées. Les Allemands et les Français dans la Brigade Franco-Allemande, les Allemands et les Néerlandais dans le Corps Germano-Néerlandais, et les Allemands, les Français, les Belges, les Espagnols et les Luxembourgeois au sein du Corps Européen - tous sont égaux en droits dans leurs grandes formations. Quant au Corps Germano-Néerlandais, il n'y s'agit pas d'un corps allemand à participation néerlandaise (ou vice-versa) mais encore d'une grande formation commune qui a été créée déjà en temps de paix - à la différence de la plupart des exemples historiques susmentionnés (ou comme ce fut également le cas pour l'armée internationale pour la répression de l'insurrection des Boxers en Chine, de 1900 à 1901<sup>7</sup>). Au travers de la Brigade Franco-Allemande aussi bien que dans le Corps Germano-Néerlandais et le Corps Européen, on peut donc voir la réalisation d'une idée à laquelle aspiraient les États de l'Ouest déjà en 1950, par la Communauté Européenne de Défense, mais qui échoua en raison de l'opposition française en 1954. Ces formations binationales et multinationales réalisent - au moins à titre partiel - les pensées formulées dans les années soixante-dix par le ministre allemand de la Défense, G. Leber, qui exigeait un „Euro-service militaire obligatoire“<sup>8</sup>, ainsi que les propos de Valéry Giscard D'Estaing aspirant à fusionner les forces classiques de la France et de l'Allemagne.<sup>9</sup>

## **Problèmes de la multinationalité**

Aujourd'hui, la Brigade Franco-Allemande et le Corps Germano-Néerlandais sont les seules grandes formations en Europe à disposer d'unités présentes déjà subordonnées à un commandement commun déjà hors du cadre d'une mission déterminée.

En temps de paix, tous les autres regroupements d'unités sur le plan binational ou multinational ne consistent qu'en états-majors intégrés. Les unités qui sont prévues y être intégrées en cas de mission donnée seront subordonnées sur la base d'une décision nationale à seule fin de remplir un ordre déterminé. Lorsqu'il n'y a pas de mission déterminée, les unités coordonnées aux corps concernés restent, à tous égards, subordonnées au commandement national.<sup>10</sup>

A l'exception de la Brigade Franco-Allemande subordonnée au Corps Européen depuis octobre 1993 en ce qui concerne l'instruction et l'engagement, le Corps Européen ne dispose pas d'unités propres. Les formations nationales prévues en cas d'intervention sont coordonnées au Corps en préférence, mais elles restent, en temps de paix, comme avant dans leurs assignements nationaux ou de l'OTAN.<sup>11</sup> Le Corps Germano-Américain et le Corps Américano-Allemand ont été établis selon le principe du commandement par une nation (lead-nation-principe). Une nation y prend le commandement et fournit la quote-part appropriée de troupes du Q.G. et d'appui. Des officiers supérieurs de l'autre nation concernée sont intégrés à l'état-major du corps de la „lead-nation“.<sup>12</sup>

Ci-après, il est surtout question de la Brigade Franco-Allemande et du Corps Germano-Néerlandais puisqu'il existe des résultats empiriques.<sup>13</sup> Néanmoins, il faut considérer le fait que, même dans les deux grandes unités, les états-majors et unités mixtes ne représentent qu'une minorité.

Les problèmes à résoudre résultant de la composition binationale ont leur cause essentielle dans le fait que les deux armées ne montrent non seulement pas de dénominateurs



communs, mais encore que tout un nombre de différences assez graves se rencontrent in situ. Primo, ces différences concernent les conceptions particulières de tactique et de planification d'intervention, puis des semantiques qui ne sont pas toujours identiques pour les termes-clefs militaires, ainsi que des coutumes différentes d'instruction et de commandement. Secundo, tous les rapports nationaux de subordination restent en vigueur, et dans le Corps Germano-Néerlandais, et dans la Brigade Franco-Allemande. Certes, cela n'a que peu d'influence sur le système du commandement puisque les soldats dépendent de la coopération mutuelle, et dans le cadre de cette dernière ils sont obligés d'obéir aux ordres des supérieurs provenant de l'autre nation. Mais restent les régularités disciplinaires différentes selon lesquelles des soldats français peuvent subir une punition beaucoup plus grave, pour le même délit, que leurs confrères allemands ou néerlandais.

Tertio, il y a des différences dans l'importance des grades. Les sous-officiers allemands et français sont presque semblables en vue de leur valeur dans l'hierarchie militaire, mais il n'y a pas de comparaison avec les sous-officiers néerlandais. Dans l'armée néerlandaise, des sous-officiers en tant que chef de section sont presque inconnus. Par contre, la quote-part d'officiers d'unités néerlandaises dépasse celle des unités allemandes ou françaises.

Toutes les trois armées concernées connaissent le droit de recours. Mais par rapport à ce droit dans l'armée allemande, celui de l'armée française est beaucoup plus compliqué (et, en plus, peu connu des soldats). Quant à leurs forces armées, les trois États appliquent le droit de coalition de manières différentes. Tandis que les soldats allemands et néerlandais peuvent être membre d'une association professionnelle ou d'un syndicat (les Néerlandais en disposant même selon les grades), toute association professionnelle est interdite aux soldats français. Ces derniers ne disposent que les Conseils de la Fonction Militaire dont les membres ne sont cependant pas élus par vote, et qui, au fond, n'ont que le droit d'être écoutés. Et c'est uniquement la Bundeswehr allemande qui connaît l'institution d'un commissaire parlementaire auprès des forces armées („Wehrbeauftragter“).

Pour les mêmes travaux, les soldats sont payés de sommes différentes, selon leur nationalité, ou bien ils touchent des soldes différentes. Il y a des dispositions différentes sur

la compensation des heures supplémentaires (en France, une telle compensation n'existe même pas).

Chacune des trois armées a son système particulier d'administration. La division en deux parties, les forces armées d'un côté et l'administration civile de l'autre - est une particularité de la Bundeswehr allemande difficile à expliquer aux ressortissants des deux autres armées, puisqu'elle a ses racines dans le développement historique. En France, par contre, un chef de régiment est autonome aussi sur le plan financier. De sa propre initiative, il a à décider de manière générale de l'emploi des moyens financiers qu'il a recus. Le fait que les officiers allemands dépendent d'une administration civile mène leurs camarades français dans la Brigade Franco-Allemande à leur reprocher leur rigidité et leur refus devant certaines dépenses.<sup>14</sup>

Des particularités de mentalité nationale (visibles p. ex. dans les manières de manger, dans la longueur des heures du repas ou dans la question du caractère uniforme des repas pour les différents grades) difficiles à réduire au même dénominateur s'ajoutent encore aux différences susmentionnées.

De plus, les trois armées sont séparées par les rapports avec les subordonnés. Dans ce domaine, l'idée allemande d' „Innere Führung“ et du „citoyen en uniforme“ ainsi que la notion libérale presque semblable (cependant orientée vers la tradition) des Néerlandais sont confrontées à la hiérarchie très prononcée et au style de commandement patriarcal des Français.

Enfin, il faut mentionner les problèmes de langue. De tels problèmes ne jouent qu'un rôle peu important dans le Corps Germano-Néerlandais puisque l'anglais y est la langue officielle convenue, et en outre la plupart des Néerlandais comprennent l'allemand. Mais c'est une autre chose dans la Brigade Franco-Allemande. Les deux langues y sont en vigueur à titre égal, mais les soldats d'une nationalité ne comprennent pas toujours la langue de l'autre. En même temps, il y a des différences dans l'évaluation des grandes formations mixtes, et dans les armées concernées, et auprès des habitants des pays. Tandis que les Néerlandais vont joindre en fait presque toute leur armée de terre au corps commun avec les Allemands et, à partir du mois d'octobre 1997, subordonner

presque tous leurs soldats à un général allemand, les grandes unités susmentionnées ne sont qu'une activité parmi d'autres pour les Français et les Allemands.

### **L'acceptation de formations militaires multinationales auprès de la population et auprès des soldats**

Une enquête représentative pour la République Fédérale d'Allemagne a été faite par l'institut des sciences sociales de la Bundeswehr, en automne 1996, auprès de 2 500 personnes de tous les âges. Cette enquête relevait que la participation de la Bundeswehr aux formations multinationales était peu connue. En premier lieu, le Corps Européen et la Brigade Franco-Allemande ont été connus puisque 42 resp. 41 pour cent des interrogés en avaient entendu parler. A la date de l'enquête, moins d'un tiers des Allemands (26 pour cent) connaissaient le Corps Germano-Américain, et quant au Corps Germano-Néerlandais mis en service à la fin du mois d'août 1995, c'était moins d'un cinquième (18 pour cent) des Allemands qui en avait entendu le nom.

Aussi, la préconisation d'une coopération militaire intensive avec les forces armées d'autres pays restait dans un cadre modeste. Tout d'abord, on acceptait une telle coopération avec les États-Unis puisque 57 pour cent des interrogés y donnaient réponse affirmative, tandis que seulement 13 pour cent étaient contre une coopération militaire avec les Américains. La coopération avec les forces armées de la France (56 pour cent), des Pays-Bas (50 pour cent), de la Belgique (46 pour cent) et du Danemark (50 pour cent) trouvait une réponse affirmative auprès de la moitié environ des Allemands. Avec un écart sensible pour les autres nations, une coopération avec les Anglais (42 pour cent) et les Italiens (42 pour cent) a été celle acceptée le moins.

Seulement 38 pour cent des Allemands se prononçaient pour la création d'une armée européenne.

Une autre enquête faite aux Pays-Bas en décembre 1995 est intéressante pour trois raisons. Primo, une coopération avec toutes les nations susnommées a été beaucoup plus acceptée qu'en Allemagne. Secundo, la Belgique (80 pour cent), l'Allemagne et le Da-

nemark (76 pour cent chacun) étaient les partenaires préférés pour une coopération, les États-Unis ne figurant qu'au cinquième rang, après la Grande-Bretagne.

Tertio, 58 pour cent des Néerlandais se prononçaient pour la création d'une armée européenne.

Une enquête faite en France en 1989 portant sur la Brigade Franco-Allemande relevait un taux d'affirmation de 58 pour cent, tandis que 17 pour cent étaient contre.<sup>15</sup>

La plupart des soldats faisant leur service dans la Brigade Franco-Allemande ou dans le Corps Germano-Néerlandais s'exprimaient de manière positive en vue de la binationalité.

A la fin de l'année 1991, 85 pour cent des militaires du rang, 82 pour cent des sous-officiers et 97 pour cent des officiers allemands de la Brigade Franco-Allemande qualifiaient leur grande formation de „bonne affaire“. Quant aux Français, 79 pour cent des militaires du rang, 94 pour cent des sous-officiers et 99 pour cent des officiers ont exprimé la même opinion.<sup>16</sup>

Au sein du Corps Germano-Néerlandais, en 1995, une majorité des soldats des deux nations étaient d'avis que leur coopération était particulièrement bonne par rapport à celle entre d'autres États de l'OTAN. 57 pour cent des Néerlandais et 54 pour cent des Allemands donnaient réponse affirmative à une telle question. Dans les états-majors intégrés du corps, ce taux s'élevait même à 75 pour cent du côté néerlandais, et à 58 pour cent du côté allemand.

On y voyait aussi l'avis particulièrement optimiste concernant un engagement militaire éventuel. Sur tous les grades, une grande majorité des néerlandais (92 pour cent) et des allemands (88 pour cent) croyaient que les soldats de l'armée partenaire viendraient au secours de leur armée en cas de besoin.<sup>17</sup>

### **Conclusions pour l'avenir**

Les États européens, par l'établissement de forces armées binationales ou multinationales, donnent le signal de leur volonté d'actions communes. Ils démontrent leur solida-

rité en partageant les charges et les risques. La multinationalité va approfondir l'intégration politique de l'Europe, et elle aide non seulement à consolider les relations entre les États européens, mais sert encore à fortifier les relations transatlantiques.

„Les prétentions d'institutions et organisations internationales à être en état de réagir d'une façon appropriée sur toute une gamme d'exigences ne pourront dorénavant être satisfaites qu'au moyen d'un spectre multinational fait sur mesure comprenant les forces et moyens servant à sauvegarder les intérêts concernés d'une façon spécialisée, efficace et coordonnée (et, pour les missions d'assurance du maintien de la paix, de manière neutre). Dans le domaine multinational, une partie considérable des tâches futures des forces armées sera remplie en coopération étroite avec des États non-membres de l'OTAN ou de l'U.E.O.“<sup>18</sup>

Face aux problèmes susmentionnés, la question se pose presque automatiquement de savoir si des formations multinationales mixtes au niveau inférieur d'une brigade sont utiles, ou s'il faudrait préférer juxtaposer des unités purement nationales.

La réponse à cette question dépendra certainement des buts déterminés par la politique. Dans le cas où, lors de la création d'unités multinationales, on penserait tout d'abord à leur fonctionnement rapide et impeccable, à la mise sur pied de courte durée, aux difficultés politiques réduites et à une influence nationale considérable, il faudrait donc choisir le chemin de la moindre résistance, c'est-à-dire juxtaposer des unités nationales. Cette méthode correspondrait à la forme classique d'une armée au sein d'une alliance, mais ne constituerait pas d'intégration dans le sens psychologique.

Toutes les formations planifiées et mises sur pied à présent sont certainement conformes à la solution d'alliance ou de coalition. On y esquivé les difficultés de tous les jours puisque cela ne nécessite que peu de modifications des systèmes nationaux. Néanmoins, les pays concernés peuvent souligner leurs actions internationales.

Mais si l'on en veut plus, c'est-à-dire coordonner des systèmes militaires et des hommes, arriver à la supranationalité et reléguer au second plan les réflexions sur l'État national - dans ce cas, tout chemin débouchera dans l'intégration „profonde“.

C'était le rôle des forces armées, dans l'histoire, d'ouvrir souvent le chemin vers le progrès. Et aujourd'hui, en vue de l'unification de l'Europe, c'est encore peut-être aux soldats de servir de modèle. Il vaut donc la peine de choisir le chemin laborieux vers la multinationalité de formations et unités militaires!

Mais cela veut dire également que les groupements militaires binationaux et multinationaux ne peuvent pas être évalués seulement selon les aspects militaires. C'était certainement aussi l'avis du général commandant le Corps Européen d'alors, du général Willmann, aujourd'hui Chef d'état-major de l'armée de terre de l'Allemagne. Il souligna dans un interview que le modèle d'une future armée d'Europe était donné par le Corps Européen, et non par la Brigade Franco-Allemande. Seul le jour où les aspects politiques, sociologiques et socio-psychologiques seront pris en considération pour l'évaluation de formations multinationales, on pourra estimer la contribution de ces formations à l'entente en Europe, et on verra alors si elles seront en état de former le nucléus, le cas modèle d'une armée européenne.<sup>19</sup>

## Notes

- <sup>1</sup> Rühle, V.: Gestaltung euro-atlantischer Politik, en: Europäische Sicherheit, No. 8/1993, p. 388.
- <sup>2</sup> Bühl, H.: Europäische Verteidigungsidentität. Das Eurokorps als ein erster militärischer Ansatz, en: Österreichische Militärische Zeitschrift, No. 6/1994, p. 611.
- <sup>3</sup> Bauer, F.: Neue Ansätze der Friedenssicherung, en: Frankfurter Allgemeine Zeitung, 12.03.97, p. 14.
- <sup>4</sup> Voir Mortensen, M. S.: Frieden schaffen - nur mit Waffen?, en: Meyer, G.-M. (Ed.): Friedensengel im Kampfanzug? Zu Theorie und Praxis militärischer UN-Einsätze. Opladen 1996, p. 9 s.
- <sup>5</sup> Voir Kernic, F.: Friedensengel ohne Heiligenschein. Soziologische Anmerkungen über die Schattenseiten und sozio-politischen Problemfelder von UN-Peacekeeping-Einsätzen, en: Meyer, G.-M. (Ed.), op. cit., p. 227 s.
- <sup>6</sup> Delperrié de Bayac, J.: Les Brigades Internationales. Verviers 1968.
- <sup>7</sup> Voir Grove, H.: Zum Führungsproblem multinationaler Streitkräfte: Die internationale Streitmacht zur Niederschlagung des Boxeraufstandes in China 1900 - 1901. Lehrgangsarbeit an der Führungsakademie der Bundeswehr, Hamburg 1995.
- <sup>8</sup> Leber, G.: Vom Frieden. München 1980, p. 198.
- <sup>9</sup> Voir Bahu, J.: Gedanken zur deutsch-französischen Verteidigungskooperation und zur Deutsch-Französischen Brigade, en: Klein, P. (Ed.): Deutsch-Französische Verteidigungskooperation. Das Beispiel der Deutsch-Französischen Brigade. Baden-Baden 1990, p. 39.
- <sup>10</sup> Schnell, H. H.: Multinationale Streitkräftestrukturen, en: Europäische Sicherheit, No. 8/1993, p. 419.
- <sup>11</sup> Bühl, H., op. cit. p. 614.
- <sup>12</sup> Schnell, H. H., op. cit. p. 419.
- <sup>13</sup> Voir Klein, P.: Probleme in multinationalen militärischen Verbänden am Beispiel der Deutsch-Französischen Brigade. SOWI-Arbeitspapier No. 83, München 1993; Rosendahl Huber, A., Klein, P.: National and Organizational Cultures in the First German-Netherlands Corps. Research Paper 95 - 30, Royal Military Academy Breda; Klein, P., Rosendahl Huber, A., Frantz, W.: Das Deutsch-Niederländische Korps im Meinungsbild seiner Soldaten. SOWI-Arbeitspapier No. 97, Strausberg 1996.

- <sup>14</sup> Voir Robert, G.: Die Gegenüberstellung zweier nationaler Vertretungssysteme in der Deutsch-Französischen Brigade, en: Klein, P. (Ed.): Mitbestimmung in den Streitkräften. Baden-Baden 1991, p. 141 s.
- <sup>15</sup> Frantz, W., Klein, P., Lippert, E.: Die deutsch-französische Verteidigungskooperation im Meinungsbild der deutschen und französischen Bevölkerung, en: Frantz, W., Klein, P., Kohr, H. U., Lippert, E., Räder, H. G.: München, SOWI-Berichte No. 51, 1990, p. 35.
- <sup>16</sup> Klein, P. 1993, op. cit., p. 24.
- <sup>17</sup> Klein, P., Rosendahl Huber, A., Frantz, W., op. cit., p. 24.
- <sup>18</sup> Schnell, H. H., op. cit., p. 417.
- <sup>19</sup> Voir Klein, P., Lippert, E.: Die Deutsch-Französische Brigade - ein Modell? en: Dokumente. Zeitschrift für den Deutsch-Französischen Dialog, No. 5/1991, p. 375.



## **DAS ENDE DER NATIONALARMEE?**

Über Jahrhunderte hinweg galten Streitkräfte als die Verkörperung nationaler Souveränität und waren Garant staatlicher Unabhängigkeit. Soldaten unterstanden einem nationalen Oberbefehl, wurden auf ihr Land vereidigt und setzten hierfür ihr Leben ein.

Die enge Verbindung zwischen dem Nationalstaat einerseits und den Streitkräften andererseits lockerte sich in Europa nach dem Zweiten Weltkrieg, da ein Großteil der Staaten sich einem Bündnissystem anschloß und Teile der eigenen Selbständigkeit auf dieses Bündnis transferierte. Im Westen war insbesondere die deutsche Bundeswehr nie eine Streitkraft, die allen militärischen Erfordernissen aus eigener Kraft gerecht werden konnte, sondern war als Armee in einem Bündnis immer auf das Zusammenwirken mit Partnern angewiesen. Dies galt auch für die Streitkräfte kleinerer Staaten, die sich, nicht zuletzt aus finanziellen Gründen, stark in gemeinsame Strukturen integrierten. Die Zusammenarbeit erfolgte in der Vergangenheit meist nur auf der Ebene der Stäbe, wobei in der Truppe nationale Eigenheiten und Bestimmungen nicht angetastet wurden. Seit einigen Jahren hat sich das geändert. Mehr und mehr werden nationale Truppenteile in bi- oder multinationale Großverbände eingegliedert. Dies bringt neue Herausforderungen aber auch Probleme mit sich.

### **Multinationalität als neues verteidigungspolitisches Element**

In offiziellen und offiziösen NATO-Dokumenten und Verlautbarungen ist zunehmend von Multinationalität der Streitkräfte und multinationalen Korps die Rede. So heißt es in der Londoner Erklärung der Staats- und Regierungschefs des Bündnisses vom 6. Juli 1990: „Das Bündnis wird sich zunehmend auf multinationale Korps abstützen.“ Der deutsche Verteidigungsminister Volker Rühe schrieb 1993 in der „Europäischen Sicherheit“: „Wir sollten multinationale militärische Kräfte schaffen, die als Bausteine für die europäische Verteidigung, für die Kooperation mit neuen Mitgliedstaaten, aber auch mit Nichtmitgliedstaaten zusammengestellt werden können.“<sup>1</sup>

Und in der Petersberger Erklärung der Außenminister der WEU vom 19. Juni 1992 heißt es: „Die militärischen Einheiten werden sich aus Streitkräften der WEU-

Mitgliedstaaten, einschließlich Streitkräften mit NATO-Aufgaben - in diesem Fall nach Konsultation mit der NATO - zusammensetzen und multinational organisiert werden sowie aus Einheiten aller Teilstreitkräfte bestehen ...“.<sup>2</sup>

Am weitesten fortgeschritten ist die Integration in bi- oder multinationale Großverbände derzeit wohl in Belgien, den Niederlanden und in der Bundesrepublik Deutschland. Belgien hat einen Großteil seines Heeres in das Eurokorps integriert und beteiligt sich am ACE Rapid Reaction Corps (ARRC). Fast die gesamte niederländische Armee untersteht dem Deutsch-Niederländischen Korps in Münster. Außerdem beteiligen sich die Niederländer an der Multinationalen Division (MND[C]) und kooperieren mit Großbritannien bei den Amphibischen Kräften.

Sieht man sich die Zuordnung und Unterstellung deutscher militärischer Einheiten und Verbände zu übergeordneten Großverbänden und Kommandobehörden an, so stellt man fest, daß nur noch eine Minderheit der Soldaten der Bundesrepublik Deutschland, nämlich nur noch das 4. Korps in Potsdam, unter nationalem Befehl steht.

Mit deutscher Beteiligung gibt es zur Zeit ein Deutsch-Amerikanisches und ein Amerikanisch-Deutsches Korps. Das Eurokorps mit Sitz in Straßburg ist unter Beteiligung von Frankreich, Belgien, Deutschland, Spanien und Luxemburg aufgebaut, die Deutsch-Französische Brigade als dessen Bestandteil existiert bereits seit Jahren. Das Deutsch-Niederländische Korps wurde Ende August 1995 in Dienst gestellt. Im Norden Deutschlands kooperieren Deutsche und Dänen im Deutsch-Dänischen Korps „Landjut“.

Multinationale Stäbe sind nichts Neues. In der NATO gibt es sie mit deutschem Anteil in verschiedenen Formen seit über 30 Jahren. Fast ebenso alt ist die ACE Mobile Force, die man gerne auch als NATO-Feuerwehr bezeichnet. Auch am ACE Rapid Reaction Corps, das derzeit zehn Divisionsäquivalente aus zehn Nationen umfaßt, ist Deutschland beteiligt.

Im Bereich der Marine gibt es multinational die ständigen Einsatzverbände, in der Luftwaffe die Kräfte der Integrierten Luftverteidigung und die Reaction Forces (Air). Damit ist die Aufzählung der multinationalen Elemente im NATO-Bereich noch kei-

neswegs beendet. Auch kommt noch hinzu, daß die meisten europäischen Armeen im Rahmen von UN-Einsätzen oder unter NATO-Kommando, wie z. B. jetzt bei SFOR, mit anderen Nationen kooperieren. Im Dezember 1996 unterzeichneten sechs europäische Staaten (Dänemark, Österreich, die Niederlande, Norwegen, Schweden, Polen) und Kanada ein Abkommen über die Bildung einer multinationalen schnellen Eingreiftruppe für UN-Operationen. Sie soll 4 000 Soldaten umfassen, dem Sicherheitsrat der Vereinten Nationen unterstellt werden und 1999 einsatzbereit sein. Die Zentrale und der Oberbefehl sollen zunächst den Dänen zufallen.<sup>3</sup>

Frankreich, Italien, Portugal und Spanien haben ebenfalls eine gemeinsame Eingreiftruppe „Eurofor“ beschlossen. Sie soll ihr Hauptquartier in Florenz haben und je nach Bedarf bis zu 10 000 Mann mobilisieren können. Offiziell begann der Aufbau dieser Truppe mit einer feierlichen Zeremonie in Florenz am 10. November 1996 unter Beisein der vier Verteidigungsminister. Eurofor soll bereits Ende 1997 einsatzbereit sein.

Als Voraussetzung für das Funktionieren multinationaler Truppenteile und deren Effektivität wird oft deren Interoperabilität genannt. Darunter versteht man dann meist die Standardisierung von Waffen und Gerät, die Festlegung einheitlicher Normen für Nachschubgüter, das Aufeinanderabstimmen von Führungssystemen.

Streitkräfte bestehen aber nicht nur aus Waffen und Gerät, sondern auch aus Soldaten. Sie sollen trotz unterschiedlicher Nationalität, Sprache, Sitten und Gebräuche miteinander kooperieren. Hier entstehen dann u. U. Schwierigkeiten und Probleme, die oft schwerer zu beseitigen sind als z. B. die mangelnde Kompatibilität von EDV-Systemen oder Fernmeldemitteln.

### **Formen des Zusammenwirkens**

Die Art der Zusammenarbeit in multinationalen militärischen Kontingenten reicht von der Kooperation zwischen rein nationalen Einheiten oder Verbänden bis hin zur Mischung von Soldaten aus verschiedenen Ländern selbst in der kleinsten Teileinheit, wie das z. B. derzeit in der Brigadestabskompanie und im Versorgungsbataillon der Deutsch-Französischen Brigade praktiziert wird.

Der erste Weg, d. h. die Aneinanderreihung einzelner nationaler Truppenteile in einem Großverband oder gar die Zusammenarbeit zwischen Korps oder Armeen aus verschiedenen Ländern, stellt die traditionelle Form des gemeinsamen Handelns zwischen verbündeten Streitkräften dar.

Zur direkten Begegnung zwischen Soldaten der beteiligten Nationen kommt es regelmäßig nur auf der Ebene der Führungsstäbe, Verbindungskommandos oder allenfalls, bei zentralisierter Bevorratung und Versorgung, auf dem Gebiet der Logistik. In der Truppe bleiben die Soldaten der beteiligten Länder in der Regel unter sich. Sie haben nur seltene oder überhaupt keine Kontakte zu den Partnern. Die nationalen Systeme und Eigenheiten können unangetastet bleiben und bedürfen keiner Abstimmung untereinander. Schwierigkeiten sozialpsychologischer Art können bei dieser Art der Zusammenarbeit zwar in der Form nationaler Vorurteile auftreten, wenn z. B. Soldaten einer bestimmten Nation traditionell als wenig kampffreudig gelten oder wenn gemachte Erfahrungen zu dem Gefühl führen, die Streitkräfte aus diesem oder jenem Land seien unzuverlässig oder stellten ein Risiko für die eigene Sicherheit dar. Beispiele hierfür kennt die Kriegsgeschichte, werden aber in der Gegenwart auch von internationalen Einsätzen der Vereinten Nationen berichtet.<sup>4</sup> Trotzdem dürften solche Einstellungen und Befürchtungen den einzelnen Soldaten weniger tangieren, da er in seinem eigenen nationalen Truppenteil lebt und sich dort in erster Linie auf seine Kameraden verläßt.

In den integrierten Führungsstäben wiederum treffen Fachleute verschiedener Nationen aufeinander, die für diese ihre Aufgaben eine besondere Ausbildung erhalten haben, kaum durch sprachliche Schwierigkeiten behindert werden und die sehr bald erfahren, daß multinationales Teamwork nur funktionieren kann, wenn jeder seinen Beitrag leistet.

Auch hier kann es natürlich zu Reibereien und Schwierigkeiten kommen, wenn etwa die Zollbestimmungen die Angehörigen einer Nation einseitig bevorzugen oder wenn es durch nationale Zusatzaufgaben zu einer ungleichen Arbeitsbelastung kommt. Insgesamt dürften die Schwierigkeiten aber nicht wesentlich größer sein als in nationalen Stäben, wo Rivalitäten, Eifersüchteleien und ungleiche Auslastung ja auch nicht ausgeschlossen werden können.

Was ist aber nun, wenn man sich mit einer Aneinanderreihung nationaler Truppenteile nicht zufrieden gibt, wenn man den Dialog zwischen den Angehörigen verschiedener Nationen fördern, die Kontakte zwischen den Soldaten vermehren, deren Verständnis füreinander verbessern und Vorurteile abbauen will? Dann bleibt nur der Weg, Kontingente zu schaffen, die bereits auf Verbands- oder sogar auf Einheitsebene bi- oder multinational gemischt sind.

Ein solches Vorhaben scheint auf den ersten Blick organisatorisch einfach zu realisieren zu sein. Die Schwierigkeiten liegen aber im Detail. Dabei treffen in Europa und im Bezug auf die dortigen Armeen noch Soldaten aufeinander, die in etwa über den gleichen Lebensstandard verfügen, dem gleichen Kulturkreis entstammen und ähnliche Sitten und Gebräuche pflegen. Wenn dies nicht der Fall ist, wie z. B. dann, wenn im Rahmen von UN-Missionen Soldaten völlig verschiedenartiger Lebensanschauung und Herkunft auf den unteren Führungsebenen aufeinandertreffen, werden die Probleme noch größer. Die kulturellen Unterschiede bilden dann nicht nur häufig die Quelle für Mißverständnisse und kommunikative Probleme zwischen den einzelnen Kontingenten, sondern sind nicht selten auch Ursache für Korruption, illegalen Drogenhandel und Schwarzmarktgeschäfte.<sup>5</sup>

### **Multinationale Truppenteile gestern und heute**

Truppenteile, die sich aus Angehörigen mehrerer Nationalitäten zusammensetzen, sind in der Geschichte nichts Neues. In der Österreich-Ungarischen Donaumonarchie gab es Einheiten, in denen fünf oder mehr Sprachen gesprochen wurden, die Sowjet-Armee bestand aus einem Vielvölkergemisch und auch manche Großverbände der Waffen-SS im Zweiten Weltkrieg setzten sich multinational zusammen. In der französischen Fremdenlegion dienen bis heute Soldaten verschiedener Länder und im Spanischen Bürgerkrieg gab es internationale Brigaden, deren Bataillone sich multinational zusammensetzten. So bestand z. B. das 9. Bataillon der XIV. Internationalen Brigade aus den Angehörigen von neun Nationen. Im Bataillon „Tchapaiev“ der XIII. Brigade dienten gar Freiwillige aus 21. Ländern.<sup>6</sup> Allerdings, bei all diesen Beispielen handelt es sich um Streitkräfte eines Staates oder einer Bürgerkriegspartei unter einem gemeinsamen Oberbefehl. Dem gegenüber sind z. B. die Deutsch-Französische Brigade, das Eurokorps

und auch das Deutsch-Niederländische Korps etwas grundlegend Neues. Sie gehören jeweils allen beteiligten Armeen an. Deutsche und Franzosen in der Deutsch-Französischen Brigade, Deutsche und Niederländer im Deutsch-Niederländischen Korps und Deutsche, Franzosen, Belgier, Spanier und Luxemburger im Eurokorps sind in ihren Großverbänden gleichberechtigt. Das Deutsch-Niederländische Korps z. B. ist kein deutsches Korps mit holländischer Beteiligung oder umgekehrt, sondern eben ein gemeinsamer Großverband, der - im Unterschied zu vielen der bereits angeführten historischen Beispiele und z. B. auch der internationalen Streitmacht zur Niederschlagung des Boxeraufstandes in China 1900 - 1901<sup>7</sup> - bereits im Frieden besteht. Wenn man so will, kann man sowohl in der Deutsch-Französischen Brigade als auch im Deutsch-Niederländischen Korps und im Eurokorps die Verwirklichung einer Idee sehen, die die westlichen Staaten bereits im Jahre 1950 mit der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft anstrebten, aufgrund des französischen Einspruches 1954 aber nicht zustande brachten. Auch wird in ihnen zumindest teilweise die Realität, was in den siebziger Jahren der deutsche Verteidigungsminister G. Leber mit seiner Forderung nach einer Eurowehrpflicht andachte<sup>8</sup> und was Valery Giscard d'Estaing vorschlug, als er die konventionellen Streitkräfte Frankreichs und Deutschlands miteinander verschmelzen wollte.<sup>9</sup>

### **Probleme der Multinationalität**

Die einzigen binationalen Großverbände in Europa, die bereits außerhalb des Einsatzfalles über präsenze, einer gemeinsamen Führung unterstehende Truppenteile verfügen, sind z. Z. die Deutsch-Französische Brigade und das Deutsch-Niederländische Korps.

Alle anderen bi- und multinationalen Zusammenschlüsse bestehen im Frieden nur aus integrierten Stäben. Die für sie im Einsatzfall vorgesehenen Truppenteile werden aufgrund nationaler Entscheidung ausschließlich zur Erfüllung des jeweiligen Auftrages unterstellt (Transfer of Authority, TOA), ansonsten verbleiben sie truppendienstlich und für den Einsatz unter nationalem Kommando.<sup>10</sup>

So verfügt z. B. das Eurokorps im Frieden, sieht man einmal von der Deutsch-Französischen Brigade ab, die seit Oktober 1993 in Ausbildungs- und Einsatzfragen

dem Korps unterstellt ist, über keine eigenen Truppenteile. Die für den Einsatzfall vorgesehenen nationalen Verbände sind dem Korps zwar vorrangig zugeordnet, verbleiben im Frieden jedoch unverändert in ihrer bisherigen nationalen oder NATO-Assignierung.<sup>11</sup> Das Deutsch-Amerikanische und das Amerikanisch-Deutsche Korps wurden nach dem Prinzip der Führungsnation (lead-nation-principle) gebildet. Eine Nation übernimmt die Führung und stellt den entsprechenden Anteil an Führungs- und Unterstützungstruppen. In den Korpsstab der „lead-nation“ sind Stabsoffiziere der jeweils beteiligten anderen Nation integriert.<sup>12</sup>

Im folgenden soll in erster Linie von der Deutsch-Französischen Brigade und dem Deutsch-Niederländischen Korps die Rede sein, weil über sie empirisch ermittelte Ergebnisse vorliegen.<sup>13</sup> Es bleibt allerdings zu beachten, daß auch in diesen beiden Großverbänden die jeweils gemischten Einheiten und Stäbe eine Minderheit darstellen.

Die Probleme, die zu bewältigen sind und die auf der binationalen Zusammensetzung beruhen, sind im wesentlichen darin begründet, daß die beteiligten Armeen nicht nur Gemeinsamkeiten, sondern auch eine große Zahl von gravierenden Unterschieden aufweisen, die vor Ort aufeinandertreffen. Sie betreffen zum einen verschiedene Vorstellungen von Taktik und Einsatzplanung, eine nicht immer übereinstimmende Semantik der jeweiligen militärischen Schlüsselbegriffe und unterschiedliche Ausbildungs- und Befehlsgeohnheiten. Zum zweiten bleiben sowohl im Deutsch-Niederländischen Korps wie auch in der Deutsch-Französischen Brigade die jeweiligen nationalen Unterstellungsverhältnisse bestehen. Dies wirkt sich zwar insofern weniger auf die Befehlsgebung aus, da die Soldaten auf gegenseitige Zusammenarbeit angewiesen sind und im Rahmen dieser auch zum Befolgen der Befehle der Vorgesetzten aus der anderen Nation verpflichtet werden. Es verbleiben aber unterschiedliche Disziplinarbestimmungen. Französische Soldaten können danach wesentlich härter für das gleiche Vergehen bestraft werden als Deutsche oder Niederländer.

Zum dritten ist die Bedeutung der einzelnen Dienstgradgruppen unterschiedlich. So lassen sich das deutsche und französische Unteroffizierkorps zwar hinsichtlich ihres Stellenwertes in der militärischen Hierarchie durchaus miteinander vergleichen, das niederländische fällt aber aus dem Rahmen heraus. Unteroffiziere in Zugführerverwen-

dung sind in der niederländischen Armee fast unbekannt. Dafür ist die Offizierdichte in niederländischen Einheiten weitaus höher als in deutschen oder französischen.

Die drei genannten Armeen verfügen alle über ein Beschwerderecht. Im Vergleich zum deutschen ist das französische aber weit komplizierter und vor allem bei den Soldaten wenig bekannt. Das Koalitionsrecht wird in bezug auf die Streitkräfte in den drei Staaten unterschiedlich gehandhabt. Die deutschen und niederländischen Soldaten können Mitglied in einem Berufsverband oder einer Gewerkschaft sein, von denen die Holländer sogar solche getrennt nach den Dienstgradgruppen haben. Den Franzosen ist jegliche Berufsvertretung untersagt. Sie verfügen nur über die *Conseils de la Fonction Militaire*, deren Mitglieder aber nicht gewählt werden und die im wesentlichen nur das Recht des Gehörtwerdens besitzen. Eine Institution wie den Wehrbeauftragten kennt einzig und allein die Bundeswehr.

Für gleiche Tätigkeiten werden die Soldaten je nach nationaler Zugehörigkeit unterschiedlich bezahlt bzw. erhalten unterschiedlichen Wehrsold. Der Ausgleich für Mehrarbeit ist verschieden geregelt, in Frankreich existiert er überhaupt nicht.

Die drei Armeen haben ein unterschiedliches Verwaltungssystem. Die Zweiteilung in die Streitkräfte einerseits und die zivile Bundeswehrverwaltung andererseits ist eine historisch bedingte Eigentümlichkeit der Bundeswehr. Sie ist den Angehörigen der beiden anderen Streitkräfte schwer verständlich zu machen. In Frankreich z. B. ist ein Regimentskommandeur auch in finanzieller Hinsicht autonom. Er kann weitgehend selbst bestimmen, wie die ihm zugewiesenen Gelder eingesetzt werden. Die Abhängigkeit der deutschen Offiziere von einer zivilen Verwaltung bringt ihnen in der Deutsch-Französischen Brigade bei ihren französischen Kameraden den Vorwurf ein, sie seien unflexibel und wollten bestimmte Ausgaben nicht tätigen.<sup>14</sup>

Zu all diesen Differenzen kommen unterschiedliche nationale Mentalitäten hinzu, die sich z. B. in den Essengewohnheiten, bei der jeweiligen Länge der Mittagspausen oder in der Frage der Einheitlichkeit der Verpflegung der verschiedenen Dienstgradgruppen zeigen und die nur schwer auf einen Nenner zu bringen sind.



Auch der Umgang miteinander trennt die drei Armeen voneinander. Hier stehen dann die deutsche „Innere Führung“ und der „Staatsbürger in Uniform“ und eine ähnliche, wenn auch traditionsgeleitete liberale Einstellung der Niederländer einer stark ausgeprägten Hierarchie und einem patriarchalischen Führungsstil bei den Franzosen gegenüber.

Schließlich sind noch Sprachprobleme zu erwähnen. Sie dürften im Deutsch-Niederländischen Korps eine geringere Rolle spielen, da man sich auf Englisch als der offiziellen Sprache geeinigt hat und darüber hinaus die meisten Niederländer Deutsch verstehen. Dies sieht in der Deutsch-Französischen Brigade anders aus. Beide Sprachen sind dort gleichberechtigt und nicht jeder versteht die des anderen. Auch der Stellenwert, den der gemischte Großverband in der jeweiligen Armee und der Bevölkerung hat, ist unterschiedlich. Während die Niederländer faktisch ihr gesamtes Heer in das gemeinsame Korps mit den Deutschen einbringen und ab Oktober 1997 fast alle ihre Soldaten einem deutschen General unterstellen, sind die aufgeführten Großverbände für Franzosen und Deutsche eine Angelegenheit unter vielen.

### **Die Akzeptanz multinationaler militärischer Verbände in der Bevölkerung und bei den Soldaten**

In einer für die Bundesrepublik Deutschland repräsentativen Umfrage bei 2 500 Personen aller Altersgruppen, die vom Sozialwissenschaftlichen Institut der Bundeswehr im Herbst 1996 durchgeführt wurde, zeigte sich, daß die Beteiligung der Bundeswehr an multinationalen Verbänden wenig bekannt war. Am ehesten waren noch das Eurokorps und die Deutsch-Französische Brigade ein Begriff, hatten doch 42 bzw. 41 Prozent der Befragten von ihnen schon einmal etwas gehört. Das Deutsch-Amerikanische Korps war zum Befragungszeitpunkt nicht einmal einem Drittel (26 Prozent), das Ende August 1995 in Dienst gestellte Deutsch-Niederländische Korps gar nur einem knappen Fünftel (18 Prozent) der Deutschen vom Namen her geläufig.

Auch die Befürwortung einer intensiven militärischen Zusammenarbeit mit den Streitkräften anderer Länder hielt sich in Grenzen. Noch am ehesten wurde eine solche mit den USA akzeptiert. 57 Prozent der Befragten sprachen sich für sie aus. Abgelehnt wurde ein Zusammenwirken mit den Amerikanern nur von 13 Prozent. Die Zusammen-

arbeit mit den Streitkräften Frankreichs (56 Prozent), der Niederlande (50 Prozent), Belgiens (46 Prozent) und Dänemarks (50 Prozent) fand jeweils Befürwortung bei etwa der Hälfte der Deutschen. Mit deutlichem Abstand zu den anderen Nationen wurde eine Kooperation mit den Engländern (42 Prozent) und Italienern (42 Prozent) am wenigsten akzeptiert.

Für die Schaffung einer europäischen Armee sprachen sich lediglich 38 Prozent der Deutschen aus.

Eine Befragung im Dezember 1995 in den Niederlanden ist aus drei Gründen interessant. Zum Ersten war die Akzeptanz einer Kooperation mit allen vorgegebenen Nationen wesentlich höher als in Deutschland. Zum Zweiten waren Belgien (80 Prozent), Deutschland und Dänemark (je 76 Prozent) die bevorzugtesten Kooperationspartner. Die Vereinigten Staaten wurden erst an fünfter Stelle nach Großbritannien genannt.

Zum Dritten sprachen sich 58 Prozent der Niederländer für die Schaffung einer europäischen Armee aus.

Eine Umfrage zur Deutsch-Französischen Brigade 1989 in Frankreich erbrachte eine Zustimmung von 58 Prozent. 17 Prozent wandten sich dagegen.<sup>15</sup>

Die Soldaten, die in der Deutsch-Französischen Brigade oder im Deutsch-Niederländischen Korps Dienst leisten, sahen die Binationalität mit Mehrheit positiv.

Ende 1991 bezeichneten 85 Prozent der deutschen Mannschaftsdienstgrade, 82 Prozent der Unteroffiziere und 97 Prozent der Offiziere der Deutsch-Französischen Brigade ihren Großverband als „gute Sache“. Unter den Franzosen waren 79 Prozent der Mannschaften, 94 Prozent der Unteroffiziere und 99 Prozent der Offiziere dieser Meinung.<sup>16</sup>

Im Deutsch-Niederländischen Korps war 1995 eine Mehrheit der Soldaten beider Nationen der Ansicht, die Zusammenarbeit zwischen ihnen sei im Vergleich zu der zwischen anderen NATO-Staaten besonders gut. 57 Prozent der Niederländer und 54 Prozent der Deutschen stimmten einer entsprechenden Frage zu. In den integrierten

Stäben des Korps waren es auf niederländischer Seite sogar 75 Prozent, auf deutscher Seite immerhin 58 Prozent der Befragten, die diese Ansicht äußerten.

Besonders optimistisch wurde die Zusammenarbeit in einem möglichen Einsatzfall gesehen. Sowohl Niederländer (92 Prozent) als auch Deutsche (88 Prozent) glaubten über alle Dienstgrade hinweg mit breiter Mehrheit daran, daß die Soldaten der Partnerarmee der eigenen helfen würden, wenn es nötig wäre.<sup>17</sup>

### **Schlußfolgerungen für die Zukunft**

Mit dem Aufbau bi- oder multinationaler Streitkräfte setzen die europäischen Staaten ein Signal für ihren Willen zum gemeinsamen Handeln. Sie demonstrieren ihre Solidarität in der Teilung der Lasten und Risiken. Multinationalität vertieft die politische Integration Europas und festigt nicht nur die zwischenstaatlichen Beziehungen der europäischen Länder untereinander, sondern dient auch zu Verstärkung der transatlantischen Beziehungen.

„Der Anspruch internationaler Institutionen und Organisationen, auf eine breite Palette von Herausforderungen angemessen reagieren zu können, kann künftig nur durch ein maßgeschneidertes multinationales Spektrum an Kräften und Mitteln zur spezialisierten, effektiven, angepaßten und - für friedensbewahrende Einsätze - neutraler Aufgabenerfüllung erfüllt werden. Ein erheblicher Teil künftiger Aufgaben der Streitkräfte wird im multinationalen Rahmen auch in Zusammenarbeit mit Nicht-NATO- und Nicht-WEU-Staaten zu erfüllen sein“.<sup>18</sup>

Angesichts der aufgezeigten Probleme stellt sich allerdings fast automatisch die Frage, ob multinationale Verbände mit Mischung unterhalb der Brigadeebene überhaupt sinnvoll sind, oder ob es nicht besser wäre, rein nationale Truppenteile einfach nebeneinander zu stellen.

Die Antwort auf die Frage hängt sicher von den Zielen ab, die die Politik vorgibt. Denkt man bei der Schaffung multinationaler Truppenteile in erster Linie an deren schnelles und reibungsloses Funktionieren, an kurze Aufstellungsphasen, an geringe politische Schwierigkeiten und hohen nationalen Einfluß, dann sollte man den Weg des geringsten

Widerstandes gehen und nationale Einheiten nebeneinander stellen. Dies entspräche dann der traditionellen Form der Bündnisarmee. Integration im psychologischen Sinne wäre dies allerdings nicht.

Alles, was derzeit multinational geplant und aufgestellt wird, entspricht wohl weitgehend der Bündnis- oder Koalitionslösung. Man geht damit den alltäglichen Schwierigkeiten aus dem Weg und benötigt nur geringe Änderungen der nationalen Systeme. Trotzdem können die beteiligten Länder auf ihre Internationalität verweisen.

Will man allerdings mehr, sollen militärische Systeme und Menschen aufeinander abgestimmt werden, soll Supranationalität erreicht und nationalstaatliches Denken in den Hintergrund treten, so geht kein Weg an der „tiefen“ Integration vorbei.

In der Geschichte haben gerade die Streitkräfte nicht selten Fortschritte eingeleitet. Vielleicht sind auch hinsichtlich der Vereinigung Europas die Soldaten besonders dazu berufen, ein Vorbild abzugeben. Der mühsame Weg über die Multinationalität militärischer Einheiten und Teileinheiten lohnt sich!

Dies bedeutet aber auch, daß die Evaluation von bi- und multinationalen militärischen Zusammenschlüssen nicht nur nach militärischen Gesichtspunkten vorgenommen werden darf, wie es der damalige kommandierende General des Eurokorps und jetzige deutsche Heeresinspekteur, General Willmann, wohl im Sinne hatte, als er in einem Interview meinte, das Eurokorps sei ein Modell für eine zukünftige Europaarmee, nicht die Deutsch-Französische Brigade. Erst wenn auch politische, soziologische und sozialpsychologische Aspekte bei der Würdigung multinationaler Verbände Berücksichtigung finden, wird abschätzbar, was sie für die Verständigung in Europa zu leisten imstande sind und ob sie eine Chance haben, den Nukleus oder Modellfall für eine europäische Armee abzugeben.<sup>19</sup>

---

Anmerkungen siehe im Anschluß an den französischen Text.